

Les enseignements européens de la victoire de South Stream

Les autorités russes, par l'intermédiaire de Vladimir Poutine, ont annoncé leur souhait de voir s'accélérer la construction du gazoduc avant la fin de 2012¹, preuve d'une confiance certaine dans la réussite de leur projet au vu d'éléments récents. Indéniablement, alors que le projet de gazoduc South Stream souffrait encore il y a quelques mois de nombreuses carences (manque d'une étude de faisabilité, incertitudes sur le tracé, etc.), il semble aujourd'hui plus sûr de sa victoire face au projet Nabucco qui lui montre des signes d'essoufflement.

Le projet South Stream, initié en 2007 par la Russie et l'Italie, entend exporter 63 gm3 de gaz vers les marchés européens à horizon 2018, soit deux fois plus que le projet Nabucco (31 gm3). Son tracé inclut un assez long passage sous la mer Noire (côté turc), la Bulgarie, la Serbie, la Hongrie, la Slovénie et l'Italie, tandis qu'une interconnexion se fera entre la Grèce, la Croatie et la République serbe.

Plusieurs enseignements pour la géopolitique européenne de l'énergie peuvent être tirés de ce constat, liés à l'étude des variables géo-économiques (production, demande, transit) et aux processus de prise de décision européenne, tiraillés entre Etats-membres et institutions.

Les variables géo-économiques : la production, la demande et le transit

Les variables géo-économiques du projet concernent la production, la demande et le transit.

La question de la production est évidemment centrale, dans la mesure où la promesse de ressources russes fait pencher la balance en faveur de South Stream, qui est un projet de gazoduc de producteur, par rapport à Nabucco qui est un projet de gazoduc de consommateur. Dans cette partie, l'Azerbaïdjan, principal espoir de la Commission et pays clé pour Nabucco, semble avoir utilisé les acteurs européens comme effet de levier vis-à-vis de Moscou. A tout le moins, le soutien de Bakou n'a pas été suffisant pour mener à bien le projet Nabucco, d'autant que le champ gazier de Shah Deniz 2 ne fournirait à terme qu'un petit tiers du volume nécessaire pour que le projet soit rentable.

En ce qui concerne les conséquences d'une baisse de la demande en Europe, les grands projets de gazoduc ne sont pas tombés en désuétude. La crise a bien entraîné une baisse de la

demande en gaz au niveau européen de près de 10% en 2011, selon l'indicateur Energy pulse, plus forte encore qu'en 2009². Quant aux perspectives de 2012, elles ne s'élèveraient qu'à 2,5% de croissance : la consommation européenne a sans doute atteint un pic ces dernières années. Elle est aujourd'hui contrainte par l'amélioration de l'efficacité énergétique et la hausse des prix relative de cette énergie. Cette forte baisse a freiné les investissements dans l'industrie du gaz, ce qui conduira à des augmentations sensibles des prix de gros d'ici 2014, d'après le cabinet AT Kearney³. La baisse de la consommation est renforcée par un changement du mix énergétique, dans lequel la place du gaz naturel liquéfié (GNL) sort renforcée en dépit de la nécessité d'investissements lourds. Le changement des modalités d'acheminement du gaz constitue un nouvel écueil pour des grands projets de gazoduc comme South Stream.

L'élan pris par le projet South Stream illustre la montée en puissance de la Turquie et consacre l'affaiblissement de l'Ukraine comme pays de transit. South Stream, tout comme Nord Stream, ont été pensés notamment pour éviter l'Ukraine en tant que pays de transit. Les autorités ukrainiennes ont fait part à plusieurs reprises de leur déception et de leurs inquiétudes vis-à-vis de ce projet, réduisant drastiquement leurs marges de négociation à propos de son système de transit gazier. Ce développement contraint l'Ukraine à trouver de nouveaux partenaires, à l'instar de l'Azerbaïdjan⁴. La Turquie, au contraire, se voit renforcée dans la mesure où le gazoduc passe par ses eaux territoriales, et qu'elle a obtenu des concessions en contreparties⁵. La géo-économie de la mer Noire s'en trouve changée, et ce à un prix exorbitant : le passage dans les eaux territoriales turques coûtant près de 10 des 16,5 milliards d'euros du projet, selon l'estimation d'Alexeï Miller, directeur général de Gazprom.

Processus de décision, entre Etats-membres et institutions européennes

L'émergence et le succès du projet South Stream permet d'éclairer la prise de décision européenne en matière énergétique.

En premier lieu, la situation actuelle démontre le poids des grands Etats-membres dans le processus de décisions de l'Union européenne en matière énergétique. Le projet South Stream n'aurait pas été possible sans la coopération étroite entre Gazprom et l'italien ENI, qui remonte aux années 1970. L'italien avait par exemple déjà participé au projet Blue Stream reliant la Russie à la Turquie, du fait de sa maîtrise des techniques de construction sous-marines dans des conditions géologiques difficiles. L'entreprise italienne, détenue à 30% par

l'Etat, cherchait depuis 2006 à établir un « partenariat stratégique » avec la Russie en visant à diversifier ses sources. Face aux coûts engendrés par le projet, l'arrivée d'EDF en a été bien accueillie par les partenaires russes, en officialisant sa participation en juin 2010. L'Allemagne n'était pas en reste, puisque Wintershall Holding rejoint le groupe des actionnaires en septembre 2011⁶. Au final, la composition capitalistique de South Stream reflète bien la présence des grands Etats : ENI dispose de 20% des parts, EDF et Wintershall Holding de 15% chacun.

Enfin, la Commission européenne doit inévitablement réadapter sa politique énergétique extérieure. Elle a soutenu de manière explicite Nabucco, à travers notamment de grandes conférences intergouvernementales, et sa position en sort donc affaiblie notamment vis-à-vis des grands Etats-membres. Son souhait d'obtenir un accès direct aux producteurs de la Caspienne s'est révélé un échec, tout comme son action en faveur du projet d'infrastructure transcasprien et de transport de gaz entre l'Azerbaïdjan et le Turkménistan. La communication de la Commission de septembre 2011 va dans le sens d'une affirmation des institutions dans le domaine, en réclamant « *une position ferme et assurée vis-à-vis de l'extérieur* »⁷. Cette première stratégie globale dans les relations avec les partenaires extérieurs insiste notamment sur la nécessité de parler d'une seule voix : en la matière, on ne peut que constater l'écart entre les souhaits et la réalité. L'échec de Nabucco illustre bien la nécessité de changer de politique pour la Commission ; reste à voir dans quelle mesure les intentions seront suivies d'effets.

¹ "Gazprom Pushes Forward South Stream Construction to 2012", *Natural Gas Europe*, 20 janvier 2012, <http://www.naturalgaseurope.com/gazprom-pushes-forward-south-stream-construction-to-2012-4536>

² « GAZ – Consommation en baisse de près de 10% en 2011 », *Enviro2B*, 19 décembre 2011, <http://www.enviro2b.com/2011/12/19/gaz-%E2%80%93-consommation-en-baisse-de-pres-de-10-en-2011/>

³ « Le prix du gaz pourrait augmenter de 30 à 40 % d'ici 2014 », *NextEnergies*, 16 novembre 2011, <http://www.nextenergies.com/actualites/158-le-prix-du-gaz-pourrait-augmenter-de-30-a-40-dici-2014.html>

⁴ Michael Cecire, "Azerbaijan LNG Deal Boosts Ukraine's Energy Leverage", *World Politics Review*, 17 janvier 2012, <http://www.worldpoliticsreview.com/articles/11187/azerbaijan-lng-deal-boosts-ukraines-energy-leverage>

⁵ "Turkey's Bold Move Shakes up the Southern Corridor", *Natural Gas Europe*, 8 janvier 2012, <http://www.naturalgaseurope.com/turkeys-bold-move>

⁶ Site officiel de South Stream : "New shareholders from Germany and France join South Stream", 16 septembre 2011, http://south-stream.info/index.php?id=38&L=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=233&cHash=e5e7cd4b62

⁷ Les priorités sont : développer la dimension internationale de notre marché intérieur de l'énergie ; renforcer les partenariats en faveur d'une énergie sûre, durable et compétitive ; faciliter l'accès des pays en développement aux énergies durables ; et mieux promouvoir les politiques de l'UE au-delà de ses frontières.